

MEMORIAL  **Memorial**
DU des
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG. **Großherzogthums Luxemburg.**

SAMEDI, 20 décembre 1884.

Nr. 59.

Samstag, 20. December 1884.

Arrêté royal grand-ducal du 17 décembre 1884, concernant la création de réseaux téléphoniques de l'État avec faculté de raccordement pour les particuliers.

Nous GUILLAUME III, par la grâce de Dieu, Roi des Pays-Bas, Prince d'Orange-Nassau, Grand-Duc de Luxembourg, etc., etc., etc. ;

Vu les art. 5 et 6 de la loi du 20 février 1884, concernant le service télégraphique et téléphonique ;

Notre Conseil d'État entendu ;

Sur le rapport de Notre Directeur général des finances et après délibération du Gouvernement en conseil ;

Avons arrêté et arrêtons :

Art. 1^{er}. Le Gouvernement est autorisé à établir, dans les limites des allocations budgétaires, des réseaux téléphoniques là où le besoin s'en fait sentir.

Art. 2. L'administration des postes et télégraphes se charge :

1° d'établir, aux frais de l'État, la ligne téléphonique destinée à relier l'abonné au bureau central ;

2° de placer, à l'endroit à indiquer par l'abonné, les appareils et ustensils nécessaires pour communiquer :

a) avec le bureau central, et

b) par l'intermédiaire de celui-ci, directement avec tous les autres abonnés ;

Königl.-Großh. Beschluß vom 17. Dezember 1884 über die Errichtung von Staats-Telephonlinien, mit Befugniß des Anschlusses für Partikulare.

Wir Wilhelm III, von Gottes Gnaden, König der Niederlande, Prinz von Oranien-Nassau, Großherzog von Luxemburg, etc., etc., etc. ;

Nach Einsicht der Art. 5 und 6 des Gesetzes vom 20. Februar 1884 über das Telegraphen- und Telephonwesen ;

Nach Anhörung Unseres Staatsrathes ;

Auf den Bericht Unseres General-Directors der Finanzen, und nach Berathung der Regierung im Conseil ;

Haben beschlossen und beschließen :

Art. 1. Die Regierung ist ermächtigt, Telephonnetze zu errichten, insoweit es die Bedürfnisse erfordern und die dazu bewilligten Budgetbeträge ausreichen.

Art. 2. Die Post- und Telegraphenverwaltung übernimmt :

1° von Staatswegen die Errichtung von Telephonleitungen behufs Verbindung der Abonnenten mit dem Centralamt ;

2° die Aufstellung von Apparaten und Geräthen an einem vom Abonnenten zu bezeichnenden Orte, wodurch dieser

a) mit dem Centralamt, und

b) durch Vermittlung desselben mit allen andern Abonnenten in direkte Verbindung gesetzt wird ;

3° d'entretenir la ligne, ainsi que les appareils fournis, en bon état de réparation. Les réparations nécessitées par la faute de l'abonné ou par les personnes dont il est responsable sont à supporter par lui.

Art. 3. L'abonné, ainsi que les personnes énumérées à l'art. 13, peuvent :

1° correspondre téléphoniquement, pendant les heures de service du bureau central, avec tout abonné du réseau ;

2° transmettre au bureau central toute communication à expédier par exprès, par la poste ou par voie télégraphique ;

3° se faire transmettre par le bureau central les dépêches télégraphiques y adressées à leur demande.

Art. 4. L'abonné peut demander, sous les conditions à convenir entre lui et l'administration des postes et télégraphes, l'installation :

a) d'un second ou de plusieurs appareils téléphoniques à placer dans le bâtiment ou ses dépendances où se trouve établi le premier appareil et à desservir par le même fil ;

b) d'une ou plusieurs sonneries électriques supplémentaires.

Il peut demander en outre, s'il a deux ou plusieurs établissements raccordés au bureau central, chacun par un fil spécial, que pendant les heures de fermeture du bureau central, ses stations téléphoniques soient mises en état de communication continue entre elles.

Art. 5. L'abonné peut, en cas de changement de domicile ou pour toute autre cause, demander le déplacement des appareils et de la ligne. Les frais occasionnés de ce chef doivent être supportés par lui. Dans le chiffre de ces frais n'est pas à comprendre le prix des matériaux employés pour l'établissement de la nouvelle ligne.

Art. 6. Le prix de l'abonnement annuel est fixé :

3° die Instandhaltung der Leitung sowohl als der Apparate. Die Kosten der durch Verschulden des Abonnenten oder der unter dessen Verantwortlichkeit stehenden Personen verursachten Reparaturen sind zu Last des Abonnenten.

Art. 3. Der Abonnent sowie die im Art. 13 bezeichneten Personen können :

1° während der Dienststunden des Centralamtes mit jedem andern Abonnenten des Netzes telephonisch in Verbindung treten ;

2° dem Centralamt jede Mittheilung übermitteln, welche entweder durch Eilboten, durch die Post oder auf telegraphischem Wege zu befördern ist ;

3° die auf ihre Anweisung dem Centralamt aufgegebenen Telegramme durch dieses sich übermitteln lassen.

Art. 4. Der Abonnent kann, unter den mit der Post- und Telegraphenverwaltung zu vereinbarenden Bedingungen verlangen,

a) daß ein zweiter oder mehrere Telephonapparate in dem Gebäude oder dessen Dependenzien, wo sich der erste Apparat befindet, aufgestellt und in die Leitung des Erstern eingeschaltet werden ;

b) daß ein oder mehrere elektrische Läutewerke zur Ergänzung des Erstern aufgestellt werden.

Besitzt der Abonnent zwei oder mehrere Etablissements, welche jedes durch einen besondern Draht mit dem Centralamt in Verbindung stehen, so kann er ferner verlangen, daß während der Zeit, zu welcher das Centralamt geschlossen bleibt, diese seine Telephonstellen in direkte Verbindung mit einander gebracht werden.

Art. 5. Der Abonnent kann bei Wohnungswechsel oder aus irgend einem andern Grund die Verlegung der Apparate und der Leitung verlangen. Die hierdurch verursachten Kosten sind zu Last des Abonnenten. In diesem Kostenbetrag ist der Preis der zur Errichtung der neuen Leitung verwendeten Materialien nicht einzubegreifen.

Art. 6. Der jährliche Abonnementspreis ist festgesetzt wie folgt :

I. — Pour toute ligne téléphonique ayant une étendue :

- 1° de 600 mètres et moins à 80 fr.
- 2° de 600 mètres à deux kilomètres inclusivement à 150 fr.
- 3° pour chaque kilomètre en plus, par kilomètre à 50 fr.

II. — Pour l'installation dans le même établissement :

- 1° d'un second ou de plusieurs appareils, par appareil à 25 fr.
- 2° de toute sonnerie supplémentaire. 10 fr.

Art. 7. L'abonné qui voudra transmettre des dépêches télégraphiques par l'entremise du bureau central paiera :

- a) pour une communication contenant 20 mots ou moins 0.20 fr.
- b) pour chaque série ou fraction de série de 10 mots au-dessus du nombre de 20 0.10 fr.

outre les taxes dues, en vertu des tarifs en vigueur, pour la transmission ultérieure par express, par la poste ou par le télégraphe.

Art. 8. La même taxe est due par l'abonné qui recevra par l'intermédiaire du bureau central des dépêches télégraphiques y remises à son adresse.

Art. 9. Dans l'enceinte des villes et localités où des réseaux téléphoniques seront établis, la distance entre l'abonné et le bureau central sera mesurée à vol d'oiseau; pour les faubourgs ou autres agglomérations qui en dépendent ainsi que dans tous les autres cas, elle le sera par la route la plus courte, que la ligne téléphonique la suive ou non.

Art. 10. Le montant des taxes annuelles prévues à l'art. 6 est payable d'avance, le 1^{er} janvier et 1^{er} juillet de chaque année.

Pour le cas où l'ouverture d'une station téléphonique a lieu pendant le cours d'un semestre,

I. Für jede Telephonleitung auf eine Strecke von

- 1° 600 Meter und darunter, auf Fr. 80
- 2) 600 Meter bis zwei Kilometer einschließlich, auf Fr. 150
- 3) für jeden weiteren Kilometer, per Kilometer auf. Fr. 50

II. Für Aufstellung bei einer und derselben Telephonstelle :

- 1) eines zweiten oder mehrerer Apparate, für jeden auf Fr. 25
- 2) jedes weiteren Läutewerkes, auf Fr. 10.

Art. 7. Der Abonnent hat für die durch ihn an das Centralamt übermittelte telegraphische Correspondenz folgende Taxen zu entrichten :

- a) für Mittheilungen von 20 Wörtern oder weniger Fr. 0,20
- b) für jede 10 oder jeden Bruchtheil von 10 Wörtern über die Zahl von 20 hinaus. Fr. 0,10

dies unbeschadet der gemäß dem bestehenden Tarif für Weiterbeförderung durch Eilboten, durch die Post oder durch den Telegraphen zu zahlenden Gebühr.

Art. 8. Derselben Gebühr unterliegt die Uebermittlung an den Abonnenten der bei dem Centralamte für ihn eingegangenen Telegramme.

Art. 9. Im Innern der Städte und Ortschaften, wo Telephonnetze bestehen, wird die Entfernung des Abonnenten von dem Centralamte in gerader Richtung; in den Vorstädten oder sonstigen dazu gehörenden Complexen, so wie in allen andern Fällen, nach dem kürzesten Wege gemessen, wenn auch die Leitung nicht in der Richtung dieses Weges gebaut ist.

Art. 10. Die durch Art. 6 vorgesehenen jährlichen Gebühren sind im Voraus, und zwar am 1. Januar und am 1. Juli jeden Jahres zu entrichten.

Wird eine Telephonstation im Laufe eines Halbjahres eröffnet, so sind die zu entrichtenden

les taxes à payer seront fixées en proportion du temps restant à courir.

Art. 11. Dans tous les cas où les changements prévus à l'art. 5 ci-dessus auront pour effet de faire ranger l'abonné dans une autre classe à taxe supérieure, la différence à payer par lui est due à partir du déplacement de la station téléphonique et sera calculée conformément aux dispositions du § 2 de l'article qui précède.

Art. 12. Le montant des taxes dues aux termes des art. 7 et 8 du présent règlement sera prélevé sur le prix d'abonnement consigné par l'abonné.

Un état de ces dépenses sera fourni à la fin de chaque mois à l'abonné, qui devra incessamment parfaire son prix d'abonnement.

Art. 13. Peuvent seuls profiter de l'abonnement: l'abonné, les membres de sa famille qui habitent avec lui, ainsi que les employés et domestiques attachés à un titre quelconque à son service. Il est interdit à l'abonné de louer, sous-louer ou de concéder l'usage de l'appareil placé chez lui, de quelque manière que ce soit; il ne peut permettre non plus à un tiers de transmettre par ses appareils et contre péage des communications isolées.

Toutefois, les abonnés dont les téléphones sont installés dans des hôtels, cafés ou sociétés d'agrément ou de réunion, pourront permettre l'usage de leurs téléphones aux tiers se trouvant dans leurs établissements. Ces abonnés, qui paient un abonnement annuel de 80 fr., auront droit à 365, et ceux qui paient un abonnement annuel de 150 fr., à 700 communications par an. Pour toute communication en sus, il sera perçu une taxe de 25 cent., payable sur état, ainsi qu'il est dit à l'art. 12 ci-dessus. Cette taxe supplémentaire pourra être récupérée par l'abonné sur le tiers qui l'aura occasionnée.

Art. 14. L'État n'est soumis à aucune responsabilité à raison du service de la correspondance privée par la voie téléphonique.

Gebühren im Verhältnis der noch nicht verstrichenen Zeit zu bestimmen.

Art. 11. In allen Fällen, wo in Folge der im Art. 5 vorgesehenen Veränderungen der Abonnent in eine andere mit höherer Gebühr belegte Klasse zu stehen kommt, ist der zu entrichtende Mehrbetrag vom Tage der Verlegung der Telephonstation ab nach Maßgabe des § 2 vorhergehenden Artikels zu berechnen.

Art. 12. Der Betrag der gemäß Art. 7 und 8 des gegenwärtigen Reglements geschuldeten Gebühren wird auf dem durch den Abonnenten hinterlegten Abonnementspreis entnommen.

Eine Rechnung dieser Beträge wird zu Ende jedes Monats dem Abonnenten zugestellt, welcher den Ausfall sofort zu berichtigen hat.

Art. 13. Von dem Abonnement dürfen nur Gebrauch machen: der Abonnent, die bei ihm wohnenden Familienmitglieder sowie die in irgend welcher Eigenschaft bei ihm bedienstete Personen. Es ist dem Abonnenten untersagt, den bei ihm aufgestellten Apparat zu vermieten oder dessen Gebrauch abzutreten, in welcher Weise es auch immer sei. Auch darf er nicht einem Dritten gestatten, mittelst seines Apparates und gegen Entgelt einzelne Correspondenzen zu befördern.

Es dürfen jedoch die Abonnenten, deren Telephone in Gasthöfen, Kaffeehäusern, Bergnütungslokalen oder gesellschaftlichen Vereinen aufgestellt sind, den in ihren Anstalten sich befindlichen dritten Personen den Gebrauch ihrer Telephone gestatten. Diese Abonnenten, welche eine jährliche Abonnementsgebühr von 80 Fr. entrichten, haben Recht auf 365 und jene, welche eine jährliche Abonnementsgebühr von 150 Fr. entrichten, auf 700 Mittheilungen jährlich. Für jede darüber hinausgehende Mittheilung wird eine Gebühr von 25 Centimen gemäß dem im Art. 12 angegebenen Verfahren erhoben. Der Abonnent darf sich diese Zuschlagsgebühr von der dritten Person, welche sie veranlaßt hat, zurückzahlen lassen.

Art. 14. Der Staat übernimmt keinerlei Verantwortlichkeit hinsichtlich der Beförderung von Privattelegrammen mittelst Telephons.

Art. 15. Une restitution de taxe pour cause d'interruption de service ne peut avoir lieu que pour autant que l'interruption ait été signalée immédiatement au bureau central et qu'ensuite elle ait persisté d'une façon permanente pendant trente jours.

Art. 16. Les contrats à passer seront faits au moins pour un terme :

1° de trois ans, si la distance entre l'abonné et le bureau central est de 600 mètres ou moins, et

2° de cinq ans dans tous les autres cas.

Ces délais ne commenceront à courir qu'à partir de l'ouverture définitive de la ligne concédée.

Art. 17. Les contrats dont s'agit en l'article qui précède se renouvelleront par tacite reconduction, à moins qu'ils ne soient dénoncés d'avance par l'une ou l'autre des parties intéressées.

Cette dénonciation pourra être faite par lettre chargée et elle n'aura d'effet que pour autant qu'elle aura été faite trois mois avant l'expiration du terme convenu.

En aucun cas la restitution du prix d'abonnement d'un semestre en cours n'aura lieu.

Art. 18. L'administration a le droit de faire enlever les appareils ainsi que les fils téléphoniques mis à la disposition de l'abonné :

1° si celui-ci n'a pas, avant le premier jour du semestre à venir, acquitté la part du prix d'abonnement échue, ainsi que les autres taxes qu'il pourra devoir ;

2° s'il est en contravention aux dispositions de l'art. 13 ci-dessus ;

3° s'il expédie des communications interdites par les lois répressives et les règlements généraux, ou s'il contrevient aux règlements spéciaux à prendre par l'administration des postes et télégraphes ;

4° dans le cas où les détériorations qui auront été constatées sont à attribuer à la malveillance des personnes désignées à l'art. 13 ci-dessus.

Art. 15. Eine Gebührenerstattung wegen Dienstunterbrechung kann nur dann stattfinden, wenn nach sofortiger Meldung der Unterbrechung an das Centralamt dieselbe während 30 Tage beständig fortgedauert hat.

Art. 16. Die abzuschließenden Verträge gelten für eine Dauer von wenigstens :

1° drei Jahren, wenn die Entfernung des Abonnenten vom Centralamt 600 Meter oder weniger beträgt ;

2° fünf Jahren, in allen andern Fällen.

Diese Termine beginnen erst an dem Tage der definitiven Eröffnung der Leitung.

Art. 17. Die in vorhergehendem Artikel erwähnten Verträge erneuern sich stillschweigend, wenn sie nicht im Voraus durch die eine oder die andere der beteiligten Parteien gekündigt werden.

Diese Kündigung kann mittels Einschreibebriefes geschehen ; sie bleibt erfolglos, wenn sie nicht drei Monate vor Ablauf des Termines stattfindet.

In keinem Falle wird der Abonnementspreis eines begonnenen Halbjahres zurückerstattet.

Art. 18. Die Verwaltung ist berechtigt, die dem Abonnenten zur Verfügung gestellten Apparate und Telephonleitungen wegzunehmen :

1° wenn der Abonnent den erfallenen Theil des Abonnementspreises, sowie die andern durch ihn geschuldeten Gebühren nicht vor dem ersten Tage des kommenden Halbjahres bezahlt hat ;

2° wenn er sich Zuwiderhandlungen gegen die Bestimmungen des Art. 13 zu Schulden kommen läßt ;

3° wenn er Mittheilungen befördert, welche durch die Gesetze und allgemeinen Reglemente untersagt sind, oder wenn er den durch die Post- und Telegraphenverwaltung zu erlassenen Spezial Reglementen zuwiderhandelt ;

4° wenn die im Art. 13 aufgezählten Personen die ihnen zur Verfügung gestellten Apparate böswilliger Weise beschädigen.

Art. 19. Les conventions à conclure engagent définitivement l'abonné à partir de la signature du contrat; elles n'engagent l'administration qu'après due approbation de la part du directeur général du service afférent.

Art. 20. Toute contravention aux prescriptions du présent règlement sera punie des peines édictées par l'art. 1^{er} de la loi du 6 mars 1818.

Art. 21. Notre Directeur général des finances est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Château du Loo, le 17 décembre 1884.

Le Directeur général
des finances,
M. MONGENAST.

GUILLAUME.

Avis. — Brevets d'invention.

Les brevets d'invention ci-après ont été délivrés pendant le mois de novembre écoulé en exécution de la loi du 30 juin 1880, savoir :

N^o 454. Le 6 novembre. — A M. Albert Sailer, ingénieur à Wilkowitz (Moravie), représenté par M. Alphonse Munchen, ingénieur, qui a fait élection de domicile, pour lui et pour son mandant, à Luxembourg, en sa demeure; — pour procédé et appareils pour obtenir une température égale dans les lingots.

N^o 455. Même date. — A M. Charles Schlickeysen, domicilié à Berlin, représenté par M. Charles Dumont, commis à la direction de l'enregistrement, qui a fait élection de domicile, pour lui et pour son mandant, à Luxembourg, en sa demeure; — pour nouvelles tuiles à rainures pour toitures avec table pour les découper et presser lors de la fabrication.

N^o 456. Le 12 novembre. — A M. Frédéric de Coppet, ingénieur à Lausanne; même représentation; — pour un système d'enveloppe à ouverture rapide dite: « Enveloppe helvétique ».

Art. 19. Für den Abonnenten werden Verträge bindend durch die Unterzeichnung; für die Verwaltung erfolgt das Inkrafttreten der Verträge erst nach erlangter Genehmigung derselben durch den zuständigen General-Director.

Art. 20. Jede Zuwiderhandlung gegen die Bestimmungen des gegenwärtigen Reglements wird nach Maßgabe des Art. 1 des Gesetzes vom 6. März 1818 bestraft.

Art. 21. Unser General-Director der Finanzen ist mit der Ausführung des gegenwärtigen Beschlusses beauftragt.

Im Loo den 17. Dezember 1884.

Der General-Director
der Finanzen,
M. M o n g e n a s t.

Wilhelm.

Bekanntmachung. — Erfindungspatente.

Nachstehende Erfindungspatente sind während des verfloffenen Monats November in Gemäßheit des Gesetzes vom 30. Juni 1880 ausgestellt worden:

Nr. 454. Am 6. November. — Dem Hrn. Albert Sailer, Ingenieur zu Wilkowitz (Mähren), vertreten durch Hrn. Alphonse München, Ingenieur, welcher für sich und seinen Vollmachtgeber, zu Luxemburg in seiner Wohnung, Domizil erwählt hat; — auf Verfahren und Apparate zur Durchführung des Wärmeausgleiches in Ingots.

Nr. 455. Gleiches Datum. — Dem Hrn. Karl Schlickeysen, wohnhaft zu Berlin, vertreten durch Hrn. Karl Dumont, Commis bei der Einregistrierungsverwaltung, welcher für sich und seinen Auftraggeber, zu Luxemburg in seiner Wohnung, Domizil erwählt hat; — auf neue Dach- und Falzriegel nebst Schneide- und Drucktisch zur Herstellung derselben.

Nr. 456. Am 12. November. — Dem Hrn. Friedrich de Coppet, Ingenieur zu Lausanne; dieselbe Vertretung; — auf einen rasch erbrechbaren Briefumschlag, genannt: Schweizer Umschlag.

N° 457. Le 13 novembre. — A M. Alphonse *Monchablon*, domicilié à Paris, représenté par M. Nicolas Kintgen, commis à la direction de l'enregistrement, qui a fait élection de domicile, pour lui et pour son mandant, à Luxembourg, en sa demeure ; — pour perfectionnements aux appareils servant au feutrage de la laine.

N° 458. Même date. — A M. Dr. Curt *Geitner*, domicilié à Schneeberg (Saxe); même représentation ; — pour un procédé pour l'obtention de dépôts galvaniques.

N° 459. Le 15 novembre. — A M. Léon *Cuisinier*, chimiste à Paris, représenté par M. Alphonse Munchen, ingénieur, qui a fait élection de domicile, pour lui et pour son mandant, à Luxembourg, en sa demeure ; — pour un nouveau procédé pour extraire et saccharifier au moyen du malt la partie des matières amylacées applicables à la brasserie, la distillerie, la liquoristerie, etc.

N° 460. Même date. — A M. Michel *Cahen*, ingénieur à Bruxelles ; même représentation ; — certificat d'addition au brevet d'invention n° 430, pour un nouveau moyen de chauffage aux hauts-fourneaux.

N° 461. Le 17 novembre. — A M. le docteur Charles *Scheibler*, professeur à Berlin ; même représentation ; — pour un procédé pour enrichir par liquation le contenu en acide phosphorique de la scorie Thomas.

N° 462. Le 21 novembre. — A la société des aciéries à Longwy ; même représentation ; — pour un procédé de fabrication de l'acier et du fer fondu coulés sans soufflure.

N° 463. Le 22 novembre. — A M. Conrad *Weinberger*, domicilié à Nuremberg ; même représentation ; — pour un aérateur de lits.

N° 464. Le 24 novembre. — A M. Claude *Morel*, ingénieur, demeurant à Louhans (France), représenté par M. Ferdinand Ludwig, commis, qui a fait élection de domicile, pour lui et pour

Nr. 457. Am 13. November. — Dem Hrn. Alphons *Monchablon*, wohnhaft zu Paris, vertreten durch Hrn. Nicolas Kintgen, Commis der Einregistrierungsverwaltung, welcher für sich und seinen Auftraggeber, zu Luxemburg in seiner Wohnung, Domizil erwählt hat ; — auf Verbesserungen an den Wollfilz-Maschinen und Apparaten.

Nr. 458. Gleiches Datum. — Dem Hrn. Dr. Curt *Geitner*, wohnhaft zu Schneeberg (Sachsen) ; dieselbe Vertretung ; — auf ein Verfahren zur Erzeugung galvanischer Niederschläge.

Nr. 459. Am 15. November. — Dem Hrn. Leo *Cuisinier*, Chemiker zu Paris, vertreten durch Hrn. Alphons München, Ingenieur, welcher für sich und seinen Auftraggeber, zu Luxemburg in seiner Wohnung, Domizil erwählt hat ; — auf ein neues Verfahren, um aus dem Malze die stärkemehlhaltigen Bestandtheile zu gewinnen und zu verzuclern, welche bei der Bierbrauerei, Branntweinbrennerei, Liqueurfabrikation u. s. w. Verwendung finden.

Nr. 460. Gleiches Datum. — Dem Hrn. Michel *Cahen*, Ingenieur zu Brüssel ; dieselbe Vertretung ; — Zusatzpatent zum Patent Nr. 430, auf ein neues Heizmittel für Hochöfen.

Nr. 461. Am 17. November. — Dem Hrn. Karl *Scheibler*, Professor zu Berlin ; dieselbe Vertretung ; — auf ein Verfahren zur Anreicherung des Phosphorsäuregehaltes in der Thomas-Schlacke mittelst Saigerung.

Nr. 462. Am 21. November. — Der Stahlgütten-gesellschaft zu Longwy ; dieselbe Vertretung ; — auf ein Herstellungs-Verfahren von blasenfreiem Stahl und Schmelzeisen.

Nr. 463. Am 22. November. — Dem Hrn. Conrad *Weinberger*, wohnhaft zu Nuremberg ; dieselbe Vertretung ; — auf einen Bettlüfter.

Nr. 464. Am 24. November. — Dem Hrn. Claudius *Morel*, Ingenieur zu Louhans (Frankreich), vertreten durch Hrn. Ferdinand Ludwig, Commis, welcher für sich und seinen Vollmacht-

son mandant, à Luxembourg, en sa demeure ;
— pour un tableau graphique d'histoire.

N° 465. Même date. — A M. René Le Jariel, domicilié à Rennes (France); même représentation ; — pour un calorifère à feu continu.

Luxembourg, le 10 décembre 1884.

Pour le Ministre d'État, Président
du Gouvernement :

Le Conseiller Secrétaire général,
P. RUPPERT.

Circulaire du 11 décembre 1884, concernant les formalités à remplir pour les actes de baux des communes.

Il résulte des renseignements fournis par l'administration de l'enregistrement et du timbre que les administrations communales ne se conforment pas toujours exactement aux dispositions qui régissent les actes de baux des biens des communes. Il nous est signalé que souvent ces administrations ou leurs secrétaires négligent complètement de dresser acte de leurs baux. Dans certaines communes, l'usage s'est introduit de constater les baux par simple déclaration ou procès-verbal des colléges des bourgmestre et échevins, sans l'intervention ni la signature des preneurs.

Ces procédés sont irréguliers. L'art. 2 de l'arrêté royal du 22 juillet 1826 défend expressément à toutes les administrations des villes et communes de contracter des baux par convention verbale. Cette disposition réglementaire est toujours en vigueur et n'a été modifiée par aucun texte de loi ou de règlement postérieurs.

L'observation exacte de l'arrêté cité se recommande autant au point de vue de l'intérêt civil de la commune qu'à celui d'une gestion financière régulière. Le bail est un contrat bilatéral. Pour être régulier et parfait, il doit porter la signature du fermier et du propriétaire. Il convient également que les recettes

geber, zu Luxemburg in seiner Wohnung, Domicil erwählt hat ; — auf eine graphische Gesichtstabelle.

Nr. 465. Gleiches Datum. — Dem Hrn. René Le Jariel, wohnhaft zu Rennes (Frankreich); dieselbe Betretung ; — auf einen continuirlich brennenden Kalorifer.

Luxemburg den 10. December 1884.

Für den Staatsminister, Präsidenten
der Regierung :

Der Regierungsrath und General-Secretär,
P. Ruppert.

Mundschreiben vom 11. December 1884, betreffend die bezüglich der Pachtcontracte der Gemeindegüter zu erfüllenden Förmlichkeiten.

Aus den von der Einregistrirungs- und Stempelverwaltung gemachten Mittheilungen erhellt, daß die Gemeindebehörden die über die Pachtcontracte ihrer Güter bestehenden Bestimmungen nicht immer regelmäßig befolgen. Es wird uns nämlich angezeigt, daß diese Behörden, resp. ihre Sekretäre, häufig versäumen, jedwede schriftliche Urkunde über ihre Pachten aufzunehmen. In einzelnen Gemeinden begnügt man sich, die Pachten durch einfache Erklärung oder Protokoll des Schöffentathes ohne Hinzuziehung noch Unterschrift des Pächters festzustellen.

Dieses Verfahren ist unregelmäßig. Art. 2 des königlichen Beschlusses vom 22. Juli 1826 verbietet allen Stadt- und Gemeindeverwaltungen ausdrücklich, Pachten durch mündliches Uebereinkommen abzuschließen. Diese Bestimmung ist nicht durch ein nachheriges Gesetz oder Reglement abgeändert worden und besteht noch zu Kraft.

Die pünktliche Beobachtung des erwähnten Reglements empfiehlt sich ebensowohl mit Rücksicht auf die Civil-Interessen der Gemeinde als im Interesse einer regelmäßigen Verwaltung ihrer Finanzen. Der Pachtcontract ist in der That ein zweiseitiger, zu dessen Regelmäßigkeit und Vollständigkeit die Unterschrift des Pächters sowohl als

des communes soient constatées par des actes en due forme. Conformément à ces dispositions, les administrations communales doivent veiller à ce qu'en règle il soit rédigé des actes réguliers de leurs baux, en d'autres termes, des actes qui soient revêtus de la signature des locataires, de l'approbation de l'autorité supérieure et de la formalité de l'enregistrement.

Quelques administrations ont appliqué aux baux de biens communaux les dispositions de la circulaire du 22 juillet 1874 (Mém., p. 203) sur les ventes de meubles. C'est là une confusion qu'il importe de relever.

La mesure qui a été prise par la circulaire du 22 juillet 1874, citée, doit être restreinte aux seules ventes de mobilier, fruits et récoltes s'élevant à moins de 40 fr. et dont le prix est payé comptant. Dans ces cas, les actes ou déclarations dressés sont considérés comme n'ayant trait qu'à une transaction consommée et comme destinés à servir uniquement dans un but d'ordre intérieur, celui de la comptabilité communale. Les mêmes considérations ne s'appliquent pas en général aux baux. Les effets que ces actes sont destinés à produire, ont de leur nature une certaine durée, et il importe donc qu'ils soient régulièrement constatés pour éviter toutes contestations ultérieures.

Cependant, il se présente des cas où des administrations communales procèdent à des locations de biens de très minime importance, pour la durée d'une année seulement ou pour une durée moindre. Le prix de fermage est stipulé payable d'avance. Si, aux actes de cette espèce, on applique le timbre tant pour la minute que pour l'expédition délivrée au receveur communal, et qu'on les soumet à l'enregistrement, il se pourra facilement que les frais à exposer ainsi soient supérieurs au prix de location et, en tout cas, en disproportion avec celui-ci.

Le législateur n'a pu vouloir un pareil résultat, ni sous le prétexte des intérêts du Trésor

die des Eigentümers erfordert ist. Es ist ebenfalls zweckdienlich, daß die Einnahmen der Gemeinden auf regelmäßige Schriftstücke begründet seien. Gemäß diesen Bestimmungen haben die Gemeindeverwaltungen dafür Sorge zu tragen, daß im Allgemeinen regelmäßige Pachtcontracte aufgenommen werden, d. h., daß diese Contracte von den Pächtern unterschrieben und der Genehmigung der Oberbehörde sowie der Einregistrierungsformalität unterbreitet werden.

Einige Verwaltungen haben die Vorschriften des Rundschreibens vom 22. Juli 1874 (Memorial, S. 203) über die Möbel- und Ernteverkäufe auf die Pachtcontracte angewandt. Es ist vor dieser Verwechslung zu warnen.

Die durch das Rundschreiben vom 22. Juli 1874 getroffene Maßregel beschränkt sich ausschließlich auf die Möbel-, Früchte- und Ernteverkäufe von weniger als 40 Fr., bei welchen Baarzahlung zu leisten ist. In diesen Fällen beziehen sich die aufgenommenen Akten oder Erklärungen auf eine vollzogene Transaction und dienen nur mehr im Interesse der innern Ordnung, das heißt des Rechnungswesens. Von Vorhergehendem wird im Allgemeinen bei den Pachtcontracten abgesehen. Die Wirksamkeit dieser Contracte ist naturgemäß von gewisser Dauer und es ist deshalb erforderlich, daß deren Bestehen gehörig verbürgt sei, wenn jeglicher Schwierigkeit auf alle Zeiten vorgebeugt sein soll.

Es kommt jedoch häufig vor, daß Gemeindeverwaltungen Güter von sehr geringer Bedeutung auf die Dauer eines Jahres oder sogar auf kürzere Zeit verpachten und die Pachtpreise im Voraus zahlen lassen. Wenn für diese Pachten die Stempel und die Einregistrierungsgebühren, sowohl für die Urschrift als für die dem Gemeinde-Einnehmer übermachte Abschrift berechnet werden, so kann leicht der Fall eintreten, daß die Kosten höher als der Pachtzins und jedenfalls außer allem Verhältnis zu diesem zu stehen kommen.

Auf ein solches Resultat konnte es der Gesetzgeber nicht abgesehen haben, weder im Interesse

qui sont de peu d'importance dans les hypothèses précitées, ni au point de vue d'une comptabilité régulière, qui ne saurait exiger des formalités dont les frais absorberaient le revenu.

En conséquence, à l'instar de ce qui a été admis pour les ventes de meubles et de récoltes de minime valeur, nous croyons pouvoir autoriser les administrations communales à se dispenser de dresser des actes en forme de toutes les locations de biens communaux qui, de leur nature, sont de courte durée et dont le prix de fermage, payable à l'avance, serait trop insignifiant pour devoir nécessiter la rédaction d'un titre. Sont à considérer comme rentrant dans cette exception tous les baux ne produisant ni isolément, ni ensemble au-delà de 20 fr. de loyer, consentis par les communes pour une année ou pour une durée moindre, au sujet de biens qui ne sont pas susceptibles d'une location à terme plus étendu. Pour ces baux il suffira à l'avenir de remplir les formalités prescrites pour les ventes de meubles et récoltes au-dessous de 40 fr.

Nous recommandons aux administrations communales et particulièrement aux secrétaires des communes de se conformer exactement aux prescriptions de la présente. MM. les employés supérieurs ainsi que les receveurs de l'administration de l'enregistrement en surveilleront l'exacte observation pour l'avenir. Ils sont dispensés de revenir sur le passé. Enfin, MM. les commissaires de district veilleront de leur côté à ce que les administrations communales se conforment aux prescriptions qui précèdent; ils refuseront leur approbation à tous actes de baux qui ne répondraient pas aux formalités rappelées dans la présente circulaire.

Luxembourg, le 11 décembre 1884.

Le Directeur général de l'intérieur,
H. KIRPACH.

Le Directeur général des finances,
M. MONGENAST.

des Staatschazes, welcher unbedeutend dabei be-theiligt ist, noch aus Rücksicht auf Comptabilitäts-Ordnung, welche doch keine Förmlichkeiten fordern kann, deren Kosten den Güterertrag übersteigen würden.

Wir glauben aus diesen Gründen, im Hinblick auf die für Möbel- und Ernteverkäufe von untergeordneter Bedeutung eingeführten Vorschriften, die Gemeindeverwaltungen ermächtigen zu können, von der Aufstellung von Pachtcontracten abzusehen in allen jenen Fällen, wo die Pacht vor kurzer Dauer und der im Voraus zahlbare Pachtzins zu unbedeutend ist, um eine schriftliche Urkunde zu benöthigen. Sind namentlich zu dieser Ausnahme zu rechnen, alle Pachten, welche weder einzeln noch insgesammt nicht über zwanzig Franken Pachtzins einbringen, auf ein Jahr oder auf kürzere Zeit abgeschlossen werden und nur Güter zum Gegenstand haben, welche ihrer Natur nach keine Pacht auf längere Dauer zulassen. Für diese Pachten wird es in Zukunft genügen, den Bestimmungen des Circulars vom 22. Juli 1874 in Betreff der Möbel- und Ernteverkäufe nachzukommen.

Wir empfehlen den Gemeindeverwaltungen und namentlich ihren Sekretären die Vorschriften gegenwärtigen Rundschreibens pünktlich zu beobachten. Die H. Oberbeamten und Sinnnehmer der Einregistrierungs-Verwaltung haben deren genaue Befolgung in der Zukunft zu überwachen. Auf die Vergangenheit wird nicht zurückgesehen. Endlich werden die H. Distrikts-Commissäre ihrerseits dafür Sorge tragen, daß die Gemeinde-Verwaltungen vorhergehenden Vorschriften nachkommen und ihre Genehmigung allen Pachtcontracten verweigern, welche diesen Vorschriften nicht entsprechen würden.

Luxemburg den 11. Dezember 1884.

Der General-Director des Innern,
H. Kirpach.

Der General-Director der Finanzen,
M. Mongenast.

Arrêté fixant le prix de la journée de travail pour l'année 1885.

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DES FINANCES ;

Attendu qu'il y a lieu de déterminer pour l'année 1885 le prix de la journée de travail, qui doit servir de base à l'application de diverses dispositions législatives ;

Après délibération du Gouvernement en conseil ;

Arrête :

Le prix de la journée de travail est fixé pour l'année 1885 à un franc.

Le présent arrêté sera inséré au *Mémorial*.

Luxembourg, le 12 décembre 1884.

Le Directeur général des finances,
M. MONGENAST.

Avis. — Enseignement moyen.

Par arrêtés r. g.-d. du 4 décembre courant, M. Mathias de Waha, professeur de 2^e classe à l'Athénée de Luxembourg, et M. Philippe Molitor, professeur de 2^e classe au progymnase de Diekirch, ont été promus aux fonctions de professeur de 1^{re} classe, et M. Jean Weckering, professeur de 3^e classe à l'Athénée, a été promu aux fonctions de professeur de 2^e classe.

Luxembourg, le 9 décembre 1884.

Le Directeur général des finances,
M. MONGENAST.

Avis. — Emprunts communaux.

Les porteurs d'obligations de l'emprunt de 80,000 frs. contracté en 1884 par la commune de Bissen, sont avisés que lors du tirage qui a eu lieu le 28 novembre dernier, les n^{os} 2, 16, 67 et 75 des titres à 100 frs. sont sortis pour être remboursés le 1^{er} janvier 1885 à la caisse de la banque Werling, Lambert et C^{ie} à Luxembourg.

Luxembourg, le 15 décembre 1884.

Le Directeur général de l'intérieur,
H. KIRPACH.

Beschluß, wodurch der Durchschnittspreis des Arbeitlohnes für 1885 festgesetzt wird.

Der General-Director der Finanzen;

In Erwägung, daß es angemessen erscheint, für das Jahr 1885 den Preis des täglichen Arbeitlohnes, welcher bei Anwendung verschiedener gesetzlicher Bestimmungen als Maßstab dient, festzustellen ;

Nach Berathung der Regierung im Conseil ;

Beschließt :

Der Preis des täglichen Arbeitlohnes ist für das Jahr 1885 auf einen Franken festgesetzt.

Gegenwärtiger Beschluß soll ins „Memorial“ eingerückt werden.

Luxemburg den 12. December 1884.

Der General-Director der Finanzen,
M. M o n g e n a s t.

Bekanntmachung. — Mittlerer Unterricht.

Durch Königl.-Großh. Beschlüsse vom 4. Dezember ct. sind die H. Mathias de Waha, Professor 2. Classe am Athenäum, und Philipp Molitor, Professor 2. Classe am Progymnasium zu Diekirch, zu Professoren erster Classe, und Johann Weckering, Professor 3. Classe am Athenäum, zum Professor 2. Classe ernannt worden.

Luxemburg den 9. Dezember 1884.

Der General-Director der Finanzen,
M. M o n g e n a s t.

Bekanntmachung. — Gemeindeanleihen.

Die Inhaber von Obligationen der Anleihe von 80,000 Franken der Gemeinde Bissen vom Jahre 1884 werden hiermit benachrichtigt, daß bei der Ziehung vom 28. November die Nummern 2, 16, 67 und 75 der Scheine zu 100 Franken hervorgegangen sind, und am 1. Januar 1885 bei der Bank Werling, Lambert & C^{ie} zu Luxemburg rückgezahlt werden.

Luxemburg den 15. December 1884.

Der General-Director des Innern,
H. K i r p a c h.

Avis. — Assurances.

Dans le courant du mois de novembre écoulé, les personnes ci-après ont été agréées comme agents d'assurances :

Bekanntmachung. — Versicherungswesen.

Im Laufe des Monats November d. J. sind folgende Personen als Versicherungs-Agenten befähigt worden :

N ^{os}	Noms et domicile des agents.	Qualité.	Compagnie d'assurances.	Date de l'agrégation.
1	G.-A. de Vry, agent d'assurances à Luxembourg.	Agent général.	The Gresham, Life assurance Society (vie).	18 novembre 1884.
2	J.-P. Stephany-Kauth, secrétaire communal à Rambrouch.	Agent.	La Paternelle (incendie).	15 id.
3	N. Schartert, commis-chef à la Direction des chemins de fer Prince-Henri, à Luxembourg.	Agent général.	Caisse Paternelle (vie).	19 id.

Luxembourg, le 1^{er} décembre 1884.

Le Directeur général des finances,
M. MONGENAST.

Luxemburg den 1. December 1884.

Der General-Director der Finanzen,
M. M o n g e n a s t.

Circulaire. — Fonds de dépenses communales.

Les administrations communales du Grand-Duché sont invitées à faire verser, avant le 1^{er} avril 1885, chez le receveur des contributions au bureau duquel elles ressortissent, les sommes indiquées au relevé qui fait suite à la présente circulaire, et qu'elles ont à payer pour l'alimentation du fonds des dépenses communales de l'exercice 1885.

Les quittances de ces versements seront adressées au contrôleur des contributions dans le ressort duquel est située la commune; ce fonctionnaire les transmettra ensuite à MM. les commissaires de district qui, après en avoir donné décharge, me les feront parvenir accompagnées d'un relevé en double, dont un exemplaire leur sera renvoyé muni du certificat de réception. — La quittance de la ville de Luxembourg me parviendra directement.

Luxembourg, le 13 décembre 1884.

Le Directeur général de l'intérieur,
H. KIRPACH.

Bekanntmachung. — Gemeindeausgabefonds.

Die Gemeindeverwaltungen des Großherzogthums werden hiermit ersucht, vor dem 1. April 1885 beim Steuereinnnehmer ihres Bezirks die auf dem gegenwärtigem Rundschreiben beigefügten Stat vermerkten Summen, als Beiträge zur Bildung des Gemeindeausgabefonds für's Jahr 1885 einzuzahlen.

Die Quittungen über diese Einzahlungen werden dem Steuer-Controleur, in dessen Bezirk die Gemeinde gelegen ist, zugesandt; dieser Beamte wird selbe alsdann den H. G. Districtscommissären übermitteln, welche mir dieselben, nach geschener Entlastung, mit einer Tabelle in zwei Exemplaren zusenden werden, wovon ihnen eines, mit Empfangsbescheinigung versehen, zurückgestellt wird. — Die Quittung der Stadt Luxemburg soll mir direkt zugehen.

Luxemburg den 13. December 1884.

Der General-Director des Innern,
H. K i r p a c h.

NOMS DES COMMUNES.	SOMMES à payer. Frs.	NOMS DES COMMUNES.	SOMMES à payer. Frs.
Luxembourg (la ville)	8,000	Schultrange	400
DISTRICT DE LUXEMBOURG.		Septfontaines	400
Bascharage	500	Steinfort	300
Berg	800	Steinsel	1,200
Bertrange	1,500	Strassen	1,200
Bettembourg	1,000	Tuntingen	400
Bissen	1,800	Walferdange	300
Bœvange	1,000	Weiler-la-Tour	100
Clemency	400	DISTRICT DE DIEKIRCH.	
Contern	500	Alscheid	600
Differdange	4,000	Arsdorf	»
Dippach	»	Asselborn	600
Dudelange	1,800	Basbellain	1,800
Eich	2,000	Bastendorf	400
Esch-sur-l'Alzette	3,500	Beckerich	800
Fischbach	800	Bettborn	200
Frisange	100	Bettendorf	2,500
Garnich	600	Bigonville	300
Hamm	600	Bœvange	2,500
Heffingen	600	Boulaide	900
Hesperange	1,500	Bourscheid	1,800
Hobscheid	1,200	Clervaux	2,000
Hollerich	3,500	Consthum	400
Kayl	2,500	Diekirch	3,000
Kehlen	1,000	Eil	300
Kœrich	300	Ermsdorf	1,000
Kopstal	200	Erpeldange	800
Larochette	1,000	Esch-sur-Sûre	900
Leudelange	600	Eschweiler	1,500
Lintgen	1,200	Ettelbruck	4,000
Lorentzweiler	1,000	Feulen	300
Mamer	1,200	Folschette	800
Mersch	4,000	Fouhren	700
Mondercange	1,000	Gœsdorf	1,000
Niederanven	1,800	Grosbous	100
Nommern	600	Hachiville	300
Pelange	900	Harlange	2,000
Reckange	200	Heiderscheid	1,800
Rœser	1,800	Heinerscheid	700
Rollingergrund	1,200	Hoscheid	500
Sandweiler	1,000	Hosingen	1,200
Sanem	700	Mecher	1,000
Schifflange	1,500	Medernach	1,400

NOMS DES COMMUNES.	SOMMES à payer. Frs.	NOMS DES COMMUNES.	SOMMES à payer. Frs.
Mertzig	500	Betzdorf	1,500
Munshausen	500	Biver	600
Neunhausen	500	Bous	2,000
Oberwampach	1,500	Burmerange	100
Perlé	1,200	Consdorf	1,200
Putcheid	500	Dalheim	2,000
Redange	1,600	Echternach	1,000
Reisdorf	1,200	Flaxweiler	2,000
Sæul	200	Grevenmacher	1,000
Schieren	600	Junglinster	800
Useldange	400	Lenningen	800
Vianden	1,000	Manternach	500
Vichten	800	Mertel	1,200
Wahl	5,000	Mompach	1,800
Weiswampach	1,800	Mondorf-les-Bains	2,500
Wiltz	500	Remerschen	500
Witwerwiltz	1,000	Remich	5,000
Winseler	1,800	Rodenbourg	500
DISTRICT DE GREVENMACHER.		Rosport	600
Beaufort	2,500	Stadtbredimus	800
Bech	1,200	Waldbillig	700
Berdorf	600	Waldbredimus	400
		Wellenstein	800
		Wormeldange	5,000

Avis. — Service agricole.

Par arrêté de ce jour, M. J.-B. Bischoff, originaire de Machtum, arpenteur juré à Luxembourg, a été nommé conducteur auxiliaire agricole.

Luxembourg, le 12 décembre 1884.

*Le Ministre d'État, Président
du Gouvernement,
F. DE BLOCHAUSEN.*

Bekanntmachung. — Ackerbau.

Durch Beschluß vom heutigen Tage ist der aus Machtum gebürtige Hr. J. B. Bischoff, vereidigter Feldmesser zu Luxemburg, zum Hilfsconductor des landwirthschaftlichen Dienstes ernannt worden.

Luxemburg den 12. December 1884.

*Der Staatsminister, Präsident
der Regierung,
F. de Blochausen.*

Chemins de fer et minières Prince-Henri.
1^{er} RÉSEAU. (Minières, Altert, Sâre: 139 kilom.)

RECETTES.	Voyageurs.	Marchandises.	Recettes diverses.	Recettes totales.
Du 1 ^{er} au 30 novembre 1884 . . .	fr. 19,474 18	fr. 142,464 59	fr. 548 54	fr. 162,487 31
Du 1 ^{er} janvier au 31 octobre 1884 .	208,841 51	1,630,300 59	6,005 12	1,845,145 22
Id. 30 novembre .	{ 1884 228,315 69	1,772,765 18	6,551 66	2,007,632 53
	{ 1885 230,565 34	2,192,919 50	9,489 65	2,432,972 49
Différence en faveur de .	{ 1884 2,247 65	420,154 32	2,937 99	425,359 96
	{ 1885			

Produit kilométrique correspondant à { 1884 fr. 15,779 93, soit par jour-kilomètre fr. 45,11.
1885 » 19,127 97, » » » fr. 52,41.

2^e RÉSEAU. (Ligne de Wiltz: 40 kilom.)

Du 1 ^{er} au 30 novembre 1884 . . .	1,268 92	1,259 92	4 18	2,533 02
Du 1 ^{er} janvier au 31 octobre 1884 .	13,675 00	15,206 09	86 16	28,967 25
Id. 30 novembre .	{ 1884 14,943 92	16,466 01	90 34	31,500 27
	{ 1885 14,254 08	17,778 91	99 46	32,132 45
Différence en faveur de .	{ 1884 689 84	1,312 90	9 12	652 18
	{ 1885			

Produit kilométrique correspondant à { 1884 fr. 3,441 52, soit par jour-kilomètre fr. 9,40.
1885 fr. 3,311 48, » » » fr. 9,62.

Chemins de fer secondaires. — Lignes de Luxembourg-Mondorf-Remich et de Cruchten-Larochette.
Longueur en exploitation: 41 kilomètres.

RECETTES.	Voyageurs.	Marchandises.	Recettes diverses.	Recettes totales.
Du 1 ^{er} au 30 novembre. . . .	7,556 60	1,828 15	369 00	9,553 75
Du 1 ^{er} janvier au 31 octobre. .	78,422 25	26,363 90	3,751 50	108,539 65
Du 1 ^{er} janvier au 30 novembre 1884.	85,758 85	28,194 05	4,120 50	118,073 40

Produit kilométrique correspondant: fr. 3,146 33.

Marktpreise. — 1. Hälfte des Monats November 1884.

Bezeichnung der Lebensmittel u. dgl.	Maße oder Gewicht.	Mittelpreise der verkauften Lebensmittel auf den Märkten von								
		Luxem- burg.	Die- kirch.	Wisz.	Ettel- brück.	Echter- nach.	Remich	Mersch.	Greven- macher.	Esch- a. d. A.
Weizen	Hektoliter	17 50	17 50	"	18 00	17 85	17 75	"	"	18 50
Mischelfrucht . .	—	16 50	16 50	"	17 00	16 67	16 25	"	"	16 00
Roggen	—	14 16	14 00	15 00	14 50	14 12	"	"	"	14 00
Gerste	—	"	"	"	"	13 20	"	"	"	"
Spelz	—	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Heidelorn	—	"	12 00	11 55	12 00	"	"	"	"	"
Hafer	—	8 48	7 25	6 80	7 00	7 25	7 25	"	"	8 50
Erbfen	—	"	"	"	"	20 00	"	"	"	"
Bohnen	—	"	"	"	"	21 00	"	"	"	"
Linzen	—	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Kartoffeln	—	3 62½	3 25	3 00	4 00	"	4 00	"	4 50	5 00
Weizen-Mehl . . .	Kilogr.	0 55	0 50	0 40	0 44	0 38	0 34	"	0 45	0 55
Mischel-Mehl . .	—	0 45	0 45	0 34	0 38	0 30	0 28	"	0 34	0 45
Roggen-Mehl . . .	—	0 35	"	0 28	0 30	"	"	"	"	"
Geschälte Gerste .	—	0 90	"	"	"	"	"	"	"	"
Butter	—	2 50	2 30	2 60	2 50	2 41	2 50	2 50	2 30	2 70
Eier	Dugend.	1 10	1 10	0 88	1 00	1 12	1 10	0 95	1 00	1 15
Heu	100 Kilo.	7 00	"	"	"	"	"	"	"	7 00
Stroh	—	"	"	"	"	"	"	"	"	5 00
Buchenholz . . .	Stere.	14 00	"	"	"	"	14 00	"	"	"
Eichenholz . . .	—	9 00	"	"	"	"	10 00	"	"	"
Weichholz	—	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Ochsenfleisch . . .	Kilogr.	1 72	1 30	1 55	1 50	1 50	"	1 50	"	1 50
Ruh- od. Rindfleisch	—	1 50	1 20	1 45	1 20	1 44	1 20	1 40	1 40	1 40
Kalb- fleisch	—	1 45	1 30	1 15	1 40	1 40	1 20	1 40	1 40	1 40
Lamm- fleisch	—	1 85	1 25	1 75	1 50	1 50	1 40	1 50	1 60	1 70
Schweine- fleisch	—	1 65	1 40	1 40	1 40	1 45	1 50	1 40	1 60	1 70
id. geräuchert.	—	2 00	"	"	"	"	"	"	"	1 80